

UNE ANNEE AUX ENJEUX CRUCIAUX !

Cher-e camarade,

L'ensemble du globe est le terrain de bouleversements géopolitiques, économiques, sociaux d'une ampleur inédite. Au cœur de l'été, le SNESUP n'a pas manqué de réagir devant le drame sanglant qui se joue en Syrie¹, assurant par sa présence dans les rassemblements à Paris le soutien du à la population. Plus que jamais, l'aide à destination des populations qui combattent les dictatures est essentielle. Le tour pris par les événements en Libye ouvre une voie qui ne doit pas échapper au peuple libyen.

Il y a un an, le SNESUP condamnait les propos xénophobes, calqués sur ceux de l'extrême droite, de Nicolas Sarkozy qui, à Grenoble, désignait à la vindicte les étrangers et, en particulier, la communauté Roms. Il y liait explicitement criminalité et origines ethniques, allant jusqu'à promettre la déchéance de la nationalité française.

Les propos récurrents aux relents racistes de Claude Géant, plume du président et maintenant ministre de l'intérieur, allant jusqu'à attribuer aux enfants d'immigrés la responsabilité de l'échec scolaire sont de même nature. Le rapport Goasguen sur la bi-nationalité, cherchant à revenir sur le droit du sol, n'est pas sans faire écho avec les propos insultants du premier ministre à l'égard d'Eva Joly, le 14 juillet...

Le 22 juillet dernier, l'attentat d'Oslo et l'exécution méthodique de jeunes militants travaillistes ont choqué par leur brutalité et leur méthode. Les origines de ce carnage (nationalisme européen, croisade contre l'islam...), tout comme l'utilisation répugnante qui en est faite par l'extrême droite en France, doivent interpeller l'ensemble des démocrates.

Pas une journée ne se passe sans que l'austérité, prescrite sous la pression des marchés financiers -jamais assez rassasiés-, des agences de notations et du FMI, ne soit au rendez vous de l'actualité estivale. Ce 24 août, pour maintenir le sacro saint « AAA », François Fillon impose l'austérité sans le dire. Une fois de plus, le poids de la réduction des déficits publics se fera sur le dos des plus fragiles par le recul des solidarités et des services publics. La « contribution exceptionnelle sur les hauts revenus » (environ 200M€) est ridicule devant les cadeaux aux plus fortunés engrangés par le biais du bouclier fiscal (680M€ en 2010...) ou de l'allègement de l'ISF (2M€). Une fois de plus, le Crédit Impôt Recherche, parmi les premières niches fiscales (5Md€ 20 % du budget de la MIREs) profitant essentiellement aux grands groupes, échappe encore au coup de rabot sur les niches fiscales...

Les tergiversations franco-allemandes sur le sort de la Grèce sont caractéristiques de la faillite d'une Europe interdisant les solidarités entre Etats. Partout, la chasse aux déficits publics, dûs pour partie à des baisses des recettes mais aussi à des mécanismes de transfert de dettes (privées-publiques), impose son lot de mesures au détriment des services publics et des solidarités, économiquement inefficaces et génératrices de chômage, de précarité ou de pressions salariales... avec en première ligne la jeunesse.

En Europe et bien au-delà, la jeunesse ne cesse de revendiquer plus de justice sociale, de dignité et de démocratie. La mobilisation des étudiants chiliens² pour une éducation publique et gratuite est à ce titre significative.

Publié au JO du 30 juillet, le décret "portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi de finances rectificative pour 2011"³ égrène les restrictions budgétaires tous azimuts. L'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche... ne sont pas épargnés (programmes 150,

172,193...), anticipant sur la substitution de financements par des ressources extrabudgétaires (fondations, grand emprunt, plan campus...) pilotés autoritairement et sortant du périmètre des déficits publics. Dans la foulée, c'est François Baroin qui bloque le financement de la deuxième partie du 10ème mois de bourse. Rappelons l'insupportable opération de communication orchestrée par Valérie Pécresse, pendant l'été 2010, laissant croire que les enseignants du supérieur ne travaillaient que 9 mois de l'année !

Dans le même temps, multipliant les visites, notamment à Lille où - faut-il le rappeler- est installé sur le campus la première des permanences étudiantes du Secours Populaire (de 400 à 500 étudiants y reçoivent une aide alimentaire mensuelle !), Laurent Wauquiez feint de se préoccuper du sort des étudiants boursiers et fait la promotion de la "nouvelle licence". Il y ajoute la provocation en choisissant de publier sciemment au JO du 11 août dernier, le nouvel arrêté licence⁴ (signé le 1 août et absent du JO du 4 août...) adopté au CNESER, le 12 juillet, contre la quasi-unanimité des personnels

Le SNESUP est porteur de propositions⁵ en rupture avec les politiques menées depuis quatre ans. Adoptées en congrès, elles constituent notre objectif pour le premier cycle post bac et la réussite des étudiants. Sur le terrain, nous saurons rappeler nos attentes et engager la bataille pour gagner sur nos revendications.

En fossoyeur du service public d'enseignement supérieur et de recherche, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche reprend le flambeau de son prédécesseur, plus préoccupé encore par l'atomisation et la mise en concurrence de quelques établissements fusionnés. Impatient d'accélérer le mouvement, avec comme unique boussole les classements internationaux, le ministre multiplie les échanges entre le MESR, la CPU et les concepteurs du classement de Shanghai afin d'y faire figurer les PRES.

Le message est limpide : en dehors de la fusion et d'une sélection au Grand Emprunt... point de salut !

Appliquée à des mastodontes, n'existant à nuls autres endroits sur le globe, la loi LRU voit décuplée ses dérives en termes de profonds reculs démocratiques, de mises sous le boisseau des libertés scientifiques et pédagogiques... Plus lourde de conséquence, la création de grands établissements dérogatoires aggravant les dérives de la LRU (comme celui de Nancy-Metz qui en fournit le modèle), signant la fin des universités, ouvrirait la possibilité de frais d'inscription déréglés ou de sélection dès le L1...

Par cette rupture entre universités fusionnées et Grands Etablissements dérogatoires, resurgit la césure entre « universités volontaires » et le reste des établissements relégués en seconde zone promis à la CPU par Nicolas Sarkozy, alors candidat à la présidence de la République le 27 février 2007.

Je te souhaite d'avoir pu profiter d'un juste repos pendant cette trêve estivale et fait le plein d'énergie revendicative.

Nul n'en doute, l'année universitaire qui va s'ouvrir sera le moment d'enjeux cruciaux. Elle nécessitera l'engagement de chacun d'entre nous pour défendre nos valeurs, les enseignants du supérieur et le service public d'ESR.

Bien cordialement.

Stéphane Tassel, Secrétaire Général du SNESUP-FSU

¹ [Syrie : contre la terreur d'état, solidarité pour la démocratie et les libertés](#)

² [Solidarité avec les étudiants et les universitaires chiliens](#)

³ [Annulation de crédits et 10ème mois de bourse : les prémices de l'austérité !](#)

⁴ [Publication de l'Arrêté licence le 11 août. une provocation !](#)

⁵ [Les propositions du SNESUP pour le cycle licence](#)